



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zones d'activités Garosud - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud, sur un périmètre représentant une superficie totale de 114 hectares. L'objectif principal des ZAC Garosud et Garosud Extension est l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de logistique urbaine.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération le Cabinet E. Nebout.

Par délibération du 20 Juin 1991, le Conseil du district de l'agglomération de Montpellier approuvait le dossier de création, puis par délibérations en date du 30 janvier 1992 approuvait le dossier de réalisation et le PEP, et enfin confiait l'aménagement à la SERM. Le dossier de création sera modifié en avril 1997, et le dossier de réalisation en février 2000, portant la superficie de la ZAC à 87,2 hectares.

Par la suite, la délibération du Conseil de la communauté d'agglomération du 21 juillet 2006, a entériné la création de la ZAC Garosud Extension d'une superficie de 27 hectares, situées sur les communes de Lattes et de Montpellier, puis le dossier de réalisation en date du 23 juillet 2007.

Un avenant n°2 à la convention publique d'aménagement approuvé par le Conseil de la communauté d'agglomération de Montpellier du 23 juillet 2003 prend en compte l'extension du périmètre de la concession englobant la ZAC Garosud Extension.

La partie Nord de la RD 132 représente une superficie totale de 87,2 hectares dont 49 hectares cessibles. Ce périmètre a été élargi au foncier situé entre la RD 132 et l'autoroute A 709 représentant une surface totale de 27 hectares dont 14 hectares cessibles. Cette extension s'est voulu exemplaire en matière environnementale en adéquation avec la démarche volontariste de la Métropole, engagée et désormais généralisée notamment en matière de maîtrise de l'énergie (solarisation).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Garosud et Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 63 661 000 € HT, dont 664 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 59 724 000 € HT, dont 323 000 € HT en 2020. Compte tenu de la modification du planning des dépenses et recettes, le remboursement de l'avance de trésorerie doit être revu, un avenant n°5 est donc proposé.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 196 000 € HT, justifiée par une augmentation du coût des travaux liés à la remise d'ouvrage, une légère augmentation du coût des impôts fonciers, des frais financiers et de la rémunération de l'aménageur. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions attendues et consécutives à une optimisation de la surface de SDP commercialisée.

Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée. Le bilan de l'opération reste tendu, tant en budget qu'en trésorerie et nécessite une attention particulière pour maintenir les charges ainsi que les recettes (montant et rythme).

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000 €. Elle a été entièrement mobilisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172984-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC
- Bilan
- Avenant 5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.